

Empowerment individuel et pouvoir d'agir collectif face à l'hégémonie capitaliste mondiale

I. Autonomie individuelle, empowerment et action collective : perspectives théoriques

Autonomie et subjectivation néolibérale : Les théoriciens critiques ont montré que l'individu « autonome » dans nos sociétés contemporaines est largement produit par des mécanismes de pouvoir. Michel Foucault a ainsi analysé la façon dont le néolibéralisme diffuse **le modèle de l'entreprise à tous les aspects de la vie sociale**, incitant chacun à se concevoir comme un « **entrepreneur de soi-même** »¹. En effet, le projet néolibéral vise à former un sujet **efficace, responsable et rationnel**, calculant ses intérêts et saisissant les opportunités du marché – bref, un *homo œconomicus* qui **reproduit le système capitaliste plutôt que de le contester**². Alain Ehrenberg a de son côté souligné le revers psychologique de cette injonction à l'autonomie. Dans la modernité avancée, l'individu, libéré en apparence des contraintes traditionnelles, se trouve **confronté à l'exigence infinie de se réaliser par lui-même**. Il vit alors **dans la crainte de ne pas être à la hauteur de cet impératif de liberté**, la faute morale cédant la place au sentiment d'échec personnel et d'**impuissance**, avec pour corollaire la dépression et le « vide intérieur »³. Cette « pathologie de l'autonomie » montre que **l'autonomisation purement individuelle peut tourner à l'aliénation**, si elle fait abstraction des conditions sociales et collectives de l'émancipation.

Empowerment : de l'émancipation critique à sa récupération : Le concept d'*empowerment* (souvent traduit en français par *pouvoir d'agir* ou *autonomisation*) est né dans les années 1960-70 au sein des mouvements sociaux (feministes, afro-américains, communautés locales) comme **démarche d'émancipation**. Il désignait un **processus participatif et égalitaire** par lequel des individus développent une **conscience critique** et acquièrent la capacité d'agir, *à la fois personnelle et collective*, en vue d'un changement social⁴⁵. Comme le résume Marie-Hélène Bacqué, **l'émancipation collective se construit simultanément à l'émancipation individuelle**, débouchant sur une transformation des rapports sociaux⁶. Des théoriciennes féministes (Nancy Fraser, Judith Butler, etc.) ont enrichi cette notion en montrant que le pouvoir n'est pas qu'une domination exercée *sur* autrui, mais comprend aussi le « **pouvoir de** » (**capacité à initier des changements**) et le « **pouvoir avec** » (**pouvoir collectif solidaire**)⁷. Autrement dit, les personnes dominées ne sont pas de simples victimes passives : elles disposent de **ressources intérieures et collectives** pour résister⁸. Toutefois, dès les années 1980, la notion d'empowerment a été **reprise dans des cadres institutionnels et technocratiques**, souvent en affaiblissant sa portée subversive. Aux États-Unis, par exemple, des courants conservateurs l'ont détournée en un discours d'« intégration par le marché » : être « empoweré » signifierait simplement s'insérer comme travailleur et consommateur, « **entrepreneur de sa propre vie** », sans remise en cause des inégalités structurelles⁹. Dans les années 1990-2000, l'empowerment intègre le vocabulaire des organismes internationaux et des politiques publiques au prix d'une **dépolitisation** : il devient synonyme d'*activation* et de *responsabilisation* individuelles, souvent réduit à un accompagnement personnalisé (entre un intervenant social et un usager) plutôt qu'à la construction de contre-pouvoirs collectifs¹⁰. Parallèlement, la **rhétorique managériale** s'en empare pour promouvoir un individu autonome... au service de l'entreprise (nous y revenons plus loin). Nancy Fraser parle à ce propos d'un « *féminisme devenu un signifiant vide* » : les idéaux d'émancipation des femmes ont parfois été cooptés pour légitimer des politiques néolibérales, produisant un « **double**

diabolique » du mouvement féministe qu'il est difficile aux militantes de reconnaître ou de contrer ¹¹ ¹² . Néanmoins, comme elle le souligne, cela ne condamne pas l'idéal d'égalité lui-même : cela incite plutôt à **une lucidité historique** pour éviter que les aspirations à la justice ne soient constamment neutralisées par le capitalisme ¹³ . En somme, l'empowerment oscille entre, d'une part, une **pratique émancipatrice articulant le personnel et le collectif**, et d'autre part sa **traduction néolibérale individualisante** qui fait de l'auto-réalisation un impératif isolé.

Hégémonie capitaliste et possibilités du collectif : Le marxiste Antonio Gramsci a offert un cadre essentiel pour comprendre pourquoi l'action collective subversive est si difficile dans les sociétés capitalistes avancées. Sa notion d'**hégémonie culturelle** désigne la domination *idéologique* par laquelle la classe dirigeante fait accepter ses valeurs et sa vision du monde comme allant de soi. Gramsci observait que dans les pays industrialisés, la révolution prolétarienne ne s'était pas produite notamment parce que les travailleurs avaient **intériorisé l'idéologie bourgeoise dominante** ¹⁴ . Au lieu de développer une conscience de classe solidaire, beaucoup ont cédé aux sirènes du **nationalisme, du consumérisme et de la réussite personnelle**, embrassant un ethos individualiste de compétition et d'ascension sociale, *plutôt que de poursuivre leurs véritables intérêts collectifs* ¹⁵ . Ce diagnostic éclaire la question de l'empowerment : si celui-ci demeure sur un terrain strictement individuel, il risque de **reproduire la « fausse conscience »** (le mythe méritocratique, l'individualisme concurrentiel) entretenue par l'hégémonie capitaliste. Dès lors, pour qu'un pouvoir d'agir collectif émerge et conteste l'ordre établi, une *bataille culturelle* est nécessaire. Gramsci préconisait une **« guerre de position »** – infiltration des valeurs alternatives dans la société civile (médias, école, associations...) – pour délégitimer les valeurs bourgeoises présentées comme naturelles ¹⁶ . Ce n'est qu'après avoir construit une telle base contre-hégémonique (une nouvelle « vision du monde » partagée) qu'un changement révolutionnaire pourrait advenir, avec le soutien massif des dominés ¹⁷ . En écho, les penseurs contemporains Michael Hardt et Antonio Negri estiment que la mondialisation capitaliste ("Empire") s'accompagne d'une fragmentation des sujets classiques (classe ouvrière, etc.), mais aussi de l'émergence d'une **multitude** – ensemble des singularités coopérant à l'échelle globale. **La même force créatrice de la multitude qui alimente l'Empire pourrait, selon eux, construire de façon autonome un contre-Empire**, c'est-à-dire une alternative politique mondiale aux flux du capital ¹⁸ . Hardt et Negri voient dans les formes actuelles de travail et de communication (production « biopolitique » immatérielle, réseaux horizontaux) le potentiel d'un **sujet collectif décentralisé** capable d'inventer la démocratie radicale au-delà de l'État-nation. De son côté, Judith Butler, réfléchissant sur les mouvements récents (Occupy, Black Lives Matter, etc.), insiste sur la dimension *performative* de l'action collective : **rassembler des corps vulnérables dans l'espace public produit du pouvoir**, en rendant visibles celles et ceux que l'ordre dominant exclut du « peuple » officiel. Elle rappelle ainsi qu'**il n'y a pas de je sans d'abord un nous** », soulignant notre interdépendance fondamentale et la nécessité de coalitions qui traversent les différences identitaires ¹⁹ . Ce principe – le primat du lien commun sur l'individu isolé – est au cœur de toute perspective d'empowerment subversif : *c'est en formant un « nous » solidaire que les « je » peuvent réellement gagner en pouvoir d'agir*. Enfin, des auteurs contemporains comme Hartmut Rosa enrichissent la critique en montrant comment le capitalisme moderne, par son **accélération effrénée**, sape la possibilité même d'un agir autonome et collectif **serein**. Rosa diagnostique une « famine temporelle » : chacun court après le temps dans un régime de compétition généralisée, ce qui engendre frustration et désorientation. Pour lui, le capitalisme mérite d'être contesté non seulement parce qu'il exploite, mais aussi parce qu'**il nous empêche de vivre une vie bonne** », en érodant notre disponibilité à l'égard des autres et du monde ²⁰ . Il propose le concept de *résonance* (une relation au monde faite de réciprocité et de sens) comme antidote à l'aliénation. On peut en déduire que **le pouvoir d'agir subversif suppose de réinventer un rapport au temps, au collectif et à la matérialité du monde, contre la frénésie individualiste imposée par l'ordre capitaliste**. En résumé, les approches théoriques convergent sur l'idée qu'**un empowerment purement individuel est insuffisant et aisément récupérable** : il doit s'inscrire dans **un projet collectif conscient**, apte à

contrer l'hégémonie culturelle du capitalisme et à ouvrir des espaces autonomes où se déploient de nouvelles formes de vie.

II. Empowerment personnel et luttes collectives contemporaines : études de cas

Volontaires construisant une cabane sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en 2012 (occupation militante contre un projet d'aéroport).

Zones à défendre et luttes écologistes : Les **ZAD (Zones À Défendre)** illustrent une articulation forte entre autonomisation individuelle et pouvoir collectif subversif. Nées en France dans les années 2010 (Notre-Dame-des-Landes étant la plus emblématique), les ZAD consistent à **occuper illégalement un territoire menacé par un projet imposé (infrastructure, barrage...) afin d'empêcher sa réalisation** ²¹. Ces occupations réunissent des habitants locaux et des militants venus d'horizons variés pour inventer sur place **de nouveaux modes de vie autonomes, alternatifs au capitalisme productiviste**. Par exemple, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les zadistes ont construit des habitats, cultivé des terres en commun et mis en place des prises de décision collectives horizontales. On y observe un véritable **laboratoire d'auto-organisation** : absence d'autorité établie, décisions prises en assemblées, élaboration de règles communes (ex. charte des « six points ») et résolution des conflits en interne. Cette expérience implique pour les individus un **empowerment personnel** – apprendre à bâtir une cabane, à se défendre face aux autorités, à s'auto-gouverner – qui va de pair avec l'**empowerment collectif** – tenir une **position de contre-pouvoir territorial** face à l'État et aux entreprises. La ZAD de NDDL s'est définie explicitement comme une zone « **anti-capitaliste et anti-autoritaire** », une nouvelle façon d'« habiter le territoire et de faire société » en rupture avec le système dominant ²². Ce faisant, elle a pu faire reculer un projet d'aéroport jugé inutile (le gouvernement français a abandonné le projet en 2018, reconnaissant de facto la victoire du mouvement). La force de ces expériences tient justement à ce qu'elles **combinent la transformation de soi (vivre autrement, hors des logiques marchandes) et la construction d'un front collectif de résistance**. Les limites en sont le coût humain et l'insécurité (conflits avec les forces de l'ordre, expulsions) et parfois des tensions internes quant à la stratégie (négocier ou non avec l'État, etc.). Néanmoins, les ZAD ont démontré qu'**un empowerment local, ancré dans un territoire et des pratiques communes, peut bloquer l'hégémonie capitaliste à une échelle micro** et inspirer d'autres luttes (on parle de « communes » ou de zones autonomes temporaires sur le modèle des ZAD, y compris hors de France).

Mouvements indigènes et autonomies communautaires : À travers le monde, de nombreux peuples autochtones mènent des luttes qui lient empowerment individuel, renouveau culturel et action collective contre le capitalisme néocolonial. En Amérique latine, par exemple, les mouvements indigènes en Bolivie, Équateur, Mexique ont revendiqué la reconnaissance de droits collectifs, le contrôle de leurs terres et une organisation autonome de leurs communautés, face à l'exploitation par les États et multinationales. **L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN)** au Chiapas (Mexique) est un cas emblématique. Depuis 1994, les communautés indigènes zapatistes ont créé des **municipalités autonomes rebelles**, se gouvernant elles-mêmes en marge de l'État mexicain, sur la base de décisions assembléaires, de coopératives agraires et de principes d'égalité de genre et d'ethnie. Cette **autonomie rebelle zapatiste** constitue une « *expérience collective d'auto-gouvernement et d'auto-organisation de la vie collective et individuelle, en rupture avec les dominations capitalistes et modernes* » ²³. Concrètement, chaque individu – souvent paysan ou artisan indigène auparavant marginalisé – gagne en **dignité et en capacités (éducation, expression politique)** au sein d'une communauté qui pratique la démocratie directe (principe du « *commander en obéissant* »). Cette empowerment combiné a permis aux zapatistes de résister depuis des décennies à l'armée et aux paramilitaires, et d'essaimer une influence mondiale (réseaux alter-mondialistes, discours contre le néo-libéralisme). On observe des

dynamiques similaires chez les peuples autochtones d'Amazonie qui s'organisent pour défendre la forêt contre l'extraction pétrolière, ou chez les Premières Nations nord-américaines (par ex. la mobilisation de Standing Rock en 2016 contre un oléoduc, alliant spiritualité individuelle et protestation collective). Ces mouvements mettent souvent en avant des valeurs holistiques (le « buen vivir », le respect de la Pachamama...) qui redéfinissent l'empowerment non pas comme un pouvoir sur la nature ou les autres, mais comme **un pouvoir de protection, de relation et de transmission culturelle**. Ils créent des espaces où les membres retrouvent fierté identitaire et pouvoir d'initiative (par la langue, les savoirs ancestraux, l'auto-défense juridique) *tout en formant des alliances transnationales* (réseaux indigènes, forums sociaux) pour peser face aux instances globales. Cela dit, la durabilité de ces autonomies indigènes se heurte souvent à de fortes pressions : cooptation politique (ainsi en Bolivie, le gouvernement Morales d'origine indigène a fini par composer avec l'extractivisme), répression violente, ou encore divisions internes. Malgré cela, ils démontrent que **des collectifs enracinés articulent un empowerment personnel (reconquête de la dignité et de l'initiative) avec une stratégie collective explicite de contestation de l'hégémonie capitaliste (impérialisme, extractivisme)**. Ils posent en creux la question de la souveraineté populaire réelle et d'un développement alternatif, mené *par* les communautés de base.

Coopératives numériques et travailleurs des plateformes : Dans le contexte de la « nouvelle économie » numérique, l'articulation entre autonomisation individuelle et mobilisation collective prend des formes innovantes, quoique souvent précaires. D'une part, on voit émerger le mouvement des **plateformes coopératives** (*platform cooperativism*). Il s'agit d'alternatives aux plateformes capitalistes (Uber, Amazon, etc.), qui proposent les mêmes services mais selon un modèle coopératif détenu et gouverné par les utilisateurs ou travailleurs eux-mêmes. Par exemple, des coopératives de chauffeurs VTC ou de livreurs se montent, des plateformes comme *Fairbnb* (location touristique équitable) ou *Midata* (partage de données de santé par les citoyens) visent à redonner le contrôle aux premiers concernés. Ces initiatives visent explicitement un **empowerment des participants par la propriété collective et la gouvernance démocratique**. Les recherches montrent que les plateformes coopératives tendent à **développer une forte identité collective et un sentiment d'appartenance** chez leurs membres, ce qui encourage chacun à s'impliquer activement dans les décisions ²⁴. En promouvant la transparence et la participation, ces coopératives **donnent aux individus un véritable pouvoir sur l'orientation de l'outil numérique qu'ils utilisent** – on passe du statut d'utilisateur passif à celui de coproducteur. Ce processus est *capacitant* : **les membres acquièrent des compétences (gestion, compétences numériques, gouvernance) et une confiance accrue en leur pouvoir d'agir** ²⁵. Par exemple, la coopérative de freelancers *Smart* en Europe offre aux artistes et précaires une mutualisation administrative et une protection sociale qui les autonomisent individuellement tout en créant une force économique collective. Cependant, le passage à l'échelle de ces alternatives reste difficile face aux géants du secteur, et tous les participants n'ont pas forcément le même niveau d'engagement (le risque est de reproduire en interne un petit noyau dirigeant). D'autre part, on assiste à la montée de collectifs de **travailleurs des plateformes (livreurs, chauffeurs, micro-travailleurs)** qui tentent de s'organiser malgré l'extrême individualisation de leur statut. Dans de nombreuses métropoles, des livreurs à vélo initialement atomisés commencent à se regrouper via des syndicats informels ou des collectifs (ex : **CLAP – Collectif des Livreurs Autonomes de Paris**, ou ailleurs *Riders Union*). Ces travailleurs « ubérisés » prennent conscience que leur prétendue indépendance cache une grande vulnérabilité (revenus fluctuants, isolement, absence de droits). L'empowerment passe ici par le partage d'informations (groupes WhatsApp, forums) et l'entraide pour revendiquer. On a vu des **grèves et manifestations de coursiers** (par ex. en Grande-Bretagne, en Espagne, en 2021-2022) qui ont parfois obtenu des concessions sur les rémunérations ou incité les pouvoirs publics à légiférer (requalification en salariés). Au niveau individuel, un livreur qui adhère à un collectif gagne en estime de soi et en protections (assistance en cas d'accident, soutien juridique), ce qui l'incite à s'exprimer publiquement au lieu de subir en silence. Au niveau collectif, toutefois, fédérer ces travailleurs reste un défi car le renouvellement est rapide, la pression financière forte (difficile de faire grève sans revenu

journalier), et les plateformes utilisent leur pouvoir (menaces de désactivation, division entre travailleurs). Des tentatives de **coopératives de plateformes** combinent d'ailleurs les deux logiques : par exemple **CoopCycle**, une fédération de coopératives de livraison à vélo en Europe, fournit un logiciel libre mutualisé aux collectifs locaux de livreurs. Cela offre un outil technique et un cadre de solidarité, renforçant leur pouvoir d'agir tout en respectant l'autonomie de chacun. Globalement, dans l'économie numérique, **l'empowerment personnel (maîtriser ses données, son travail, ses compétences) ne devient subversif que s'il s'inscrit dans une démarche collective structurée** – sinon, le mythe du « travailleur-entrepreneur » sert surtout à précariser. Les cas actuels montrent autant des succès (victoires juridiques de syndicats Uber, naissances de plateformes coopératives viables) que des échecs (cooptation de leaders, essoufflement faute de moyens). Ils confirment en tout cas que **sans structures collectives (coop, syndicat, réseau), l'autonomie individuelle dans le numérique risque de rester une illusion ou d'être récupérée par le capital.**

Manifestation « Ni Una Menos » contre les violences faites aux femmes, Buenos Aires, 3 juin 2017. Ce slogan ("Pas une [femme] de moins") a fédéré un vaste mouvement féministe transnational.

Mouvements féministes transnationaux : Le féminisme contemporain fournit un exemple éclatant de la manière dont des **expériences individuelles d'émancipation peuvent se convertir en puissance collective**, tout en affrontant continuellement les tentatives de neutralisation par l'ordre établi. Ces dernières années, des mobilisations telles que *#MeToo* ou *Ni Una Menos* ont démarré par la prise de parole individuelle de femmes brisant le silence sur les violences subies, et se sont transformées en véritables **mouvements de masse globalisés**. L'initiative *#MeToo* (2017) a encouragé des millions de femmes (et d'hommes) à raconter publiquement leur expérience de harcèlement ou d'agression sexuelle. Cet acte d'**empowerment personnel – libérer sa parole, refuser la honte** – a eu un effet d'entraînement collectif : en se reconnaissant dans les témoignages des autres, les individus ont formé une conscience commune de l'ampleur du problème, ce qui a mené à des actions coordonnées (manifestations, pétitions, réformes dans certaines organisations). De même, *Ni Una Menos*, né en Argentine en 2015 contre les féminicides, s'est propagé à travers l'Amérique latine et au-delà, organisant des **manifestations simultanées dans des dizaines de villes**. Ici, l'articulation entre le personnel et le collectif est explicite dans le slogan : « pas une de moins » clame que *chaque* femme compte (dimension individuelle) et que **la société entière doit se mobiliser** pour que plus aucune ne disparaisse (dimension collective). Ces mouvements féministes récents empruntent souvent la forme de **grèves féministes et de manifestations inclusives** (par ex. les grèves internationales des femmes du 8 mars, depuis 2017). La grève féministe invite chaque femme, y compris dans sa vie quotidienne (travail domestique, soin, travail salarié), à *s'autonomiser* pour une journée – cesser ses tâches non reconnues – tout en rejoignant une action coordonnée visible qui **rend le travail invisible des femmes soudainement visible et politique**. Cela renforce l'idée que *le « privé est politique »*, concept central du féminisme : un processus d'autonomisation individuelle (prendre conscience que son problème personnel relève d'une oppression systémique) constitue le **point de départ d'une action collective structurée** (groupes de parole, associations, manifestations pour des changements légaux). On voit néanmoins se profiler des mécanismes de récupération. Le marché et le management tentent de surfer sur la vague féministe en promouvant des figures d'« empowerment » dépolitisé : par exemple la figure de la *“femme entrepreneure”* ou du *« girl boss »*, célébrée par des publicités ou des best-sellers, qui réduit l'émancipation des femmes à la réussite individuelle dans le système existant. Nancy Fraser a critiqué cette convergence d'un certain féminisme de la « deuxième vague » avec le néolibéralisme : l'accent mis sur l'autonomie individuelle et la « réalisation de soi » a pu, sans le vouloir, coïncider avec l'idéologie du marché libre, au détriment des revendications de justice sociale plus larges ¹². Ainsi, dans les mouvements féministes actuels, on trouve une tension entre, d'une part, une **dynamique radicale** (interrogation des structures de pouvoir, solidarité avec d'autres luttes antiracistes, LGBTQ+, de classe, etc.) et, d'autre part, une **tentative d'institutionnalisation lénifiante** (parité de façade, marketing « féministe » de produits). Les mouvements vraiment subversifs cherchent donc à *conjuguer*

empowerment personnel et stratégie collective sans se faire piéger par l'individualisme concurrentiel. Par exemple, le mouvement chilien qui a popularisé le chant « Un violador en tu camino » en 2019 allie une performance individuelle (chaque participante chante et danse, assumant son corps) et un message universel contre le patriarcat soutenu par la foule en chœur. De même, les réseaux de solidarité mis en place lors des mobilisations (caisses de grève, collectifs d'autodéfense, etc.) **transforment l'expérience individuelle de vulnérabilité en une force de soutien mutuel**, ce qui est l'essence même d'un empowerment collectif. En somme, le féminisme contemporain confirme que **l'émancipation individuelle prend toute sa force quand elle s'inscrit dans un mouvement solidaire**, capable de formuler des exigences systémiques (lois contre les violences, transformation des rapports de genre). Il montre aussi la vigilance requise pour que le « pouvoir d'agir » des femmes ne soit pas confiné à un argument de vente ou à un modèle de réussite isolée, mais bien à un **pouvoir de transformation sociale partagé**.

III. Récupération et neutralisation de l'émancipation individuelle par le capitalisme globalisé

Si des poches d'empowerment critique fleurissent, **le capitalisme mondialisé redouble d'ingéniosité pour récupérer à son profit les aspirations à l'autonomie et à l'émancipation**. Plusieurs mécanismes contemporains témoignent de cette neutralisation subtile, où l'individu « libéré » devient paradoxalement plus intégré au système.

Coaching managérial et néo-management : l'autonomie au service de l'entreprise. Les entreprises capitalistes ont largement intégré le vocabulaire de l'« empowerment » dans le management, surtout depuis les années 1990. Le **coaching managérial** en est un symbole : il propose aux salariés ou dirigeants un accompagnement personnalisé pour développer leur potentiel, leur confiance en eux, leur *leadership*. Présenté comme un moyen d'**épanouissement individuel au travail**, le coaching vise en réalité à **accroître la productivité et l'adaptabilité des personnes aux objectifs de l'entreprise**. On encourage l'employé à se fixer lui-même des défis, à se « surpasser », à devenir autonome... mais uniquement dans le cadre des attentes de l'organisation (d'où la formule cynique « *sois autonome, mais fais ce que je te dis* »). Le **néo-management** promeut ainsi des modèles d'organisation plus horizontaux en apparence (*entreprise libérée, holacratie*, etc.), où les collaborateurs disposent de marges de décision. Cependant, sans transformation des finalités, cela aboutit souvent à **intérioriser la pression de la performance** plutôt qu'à la supprimer. Foucault l'avait anticipé : en diffusant le modèle entrepreneurial à l'échelle de l'individu, le néolibéralisme obtient un sujet qui s'auto-discipline pour être rentable ¹. Le travailleur « empoweré » selon le jargon managérial est celui qui **prend des initiatives... évitant ainsi à la hiérarchie d'assumer directement les ordres**. Cette responsabilisation forcée **efface la frontière entre la contrainte et le choix** : le salarié estime avoir *choisi* d'être hyper-engagé au travail, alors que tout dans la culture d'entreprise l'y pousse (évaluations individuelles, culte de l'implication). Luc Boltanski et Ève Chiapello ont analysé dans *Le Nouvel esprit du capitalisme* comment le capitalisme a su récupérer la critique antiautoritaire des années 1960 en l'intégrant à un nouvel ethos managérial valorisant la créativité, la flexibilité et l'autonomie – non plus contre, mais **pour** le capital. Le résultat est un individu au travail qui *croit se réaliser lui-même* là où il est surtout exploité d'une manière plus insidieuse. On parle ainsi de **soumission « librement » consentie** ou de *servitude volontaire 2.0*. En fin de compte, le coaching et le néo-management produisent un **individu entrepreneurial conformiste**, qui conçoit toute amélioration de soi uniquement dans les termes de l'efficacité économique. On assiste à la fabrique d'un sujet « **auto-entrepreneur** » qui **s'évalue en permanence comme un capital vivant à faire fructifier**, intégrant profondément les normes du marché ²⁶ ²⁷. Cette homogénéisation psychologique sert directement l'hégémonie du capitalisme global : des travailleurs dispersés, se pensant entrepreneurs de leur propre personne, sont **moins enclins à la solidarité** (leurs éventuels échecs seront imputés à un manque d'effort personnel) et **moins critiques vis-à-vis du système** (qu'ils

perçoivent comme un terrain neutre où déployer leur mérite). Ainsi, **le discours de l'empowerment en entreprise inverse le potentiel subversif de l'autonomie** : au lieu d'émanciper le sujet du pouvoir disciplinaire, il rend le pouvoir *ubiquitaire* en le faisant exercer par chacun sur soi-même.

Marketing du développement personnel : l'émancipation comme marchandise. Un autre vecteur de récupération est l'**industrie florissante du développement personnel**, qui promeut l'épanouissement individuel comme une fin en soi – et en fait un **marché extrêmement lucratif**. Cours de mindfulness, stages de leadership, livres et applications de coaching de vie, thérapies brèves, etc. : autant d'offres qui vendent la promesse d'un *moi amélioré*, plus heureux, confiant et productif. Historiquement issus des contre-cultures (courant New Age, psychologie humaniste), ces outils ont progressivement été alignés sur les besoins du capitalisme contemporain. Le **message central** du développement personnel mainstream est : *“Si tu n'es pas épanoui, change-toi toi-même”*. Cela **dépolitise les problèmes sociaux** (stress, anxiété, mal-être au travail deviennent des défauts de gestion de soi) et renvoie l'individu à une responsabilité intégrale de son sort. On assiste ainsi à ce que certains auteurs nomment la tyrannie du bonheur ou de la positivité : toute difficulté doit être surmontée par un travail sur soi, l'environnement social ou économique étant relégué à l'arrière-plan. Cette idéologie, habillée de termes comme *empowerment*, *résilience*, trouve un écho énorme car elle s'accorde parfaitement avec le néolibéralisme : elle **forge des individus autocentrés, adaptables et consommants**. En effet, pour se transformer continuellement, il faut acheter des produits, des formations, suivre des modes (le yoga, puis la méditation, puis le jeûne, etc.). Le capitalisme global a su **convertir la quête de sens et d'autonomie en un vaste marché** de biens et services. Par exemple, le simple acte de courir ou de méditer – qui peut être un exercice d'autonomie corporelle et mentale – est exploité commercialement via des applications, des gadgets connectés, des retraites payantes, créant une dépendance à de nouvelles consommations. De plus, le marketing du développement personnel joue sur la promesse de distinction : il vend l'idée que *chacun* peut devenir un gagnant, un leader, un entrepreneur, s'il y met le prix et la volonté. Ce faisant, il perpétue le mythe méritocratique et **occulte les rapports de pouvoir réels** (tels que les inégalités de classe, de race, de genre). En un sens, il prolonge la logique de la *self-made success story* : l'empowerment individuel n'est plus un moyen pour s'affranchir collectivement des oppressions, mais un but en soi – souvent mesuré en réussite matérielle. Les femmes, par exemple, sont une cible majeure de ce marché, via la vague du « *féminisme corporatif* » : livres de « Lean In » (Sheryl Sandberg) ou de « Girlboss » encouragent l'ambition personnelle dans l'entreprise sans questionner la structure patriarcale ou capitaliste. On voit là comment **une rhétorique d'autonomisation féminine est recyclée pour renforcer l'ordre existant** (il s'agit de briser le « plafond de verre » individuellement, non de repenser la hiérarchie). Enfin, la marchandisation de l'émancipation se traduit aussi par le langage publicitaire omniprésent qui encourage chacun à « se faire plaisir », « être soi-même » par l'achat de tel produit ou service. Ainsi, **la révolte intérieure est canalisée vers la consommation** : on exprime son individualité par la mode, on gère son stress par des applis, on cherche la liberté dans le voyage touristique... Ce mécanisme neutralise la portée politique de l'aspiration à une vie meilleure, en la satisfaisant de manière éphémère et privée. Au total, le marketing du développement personnel transforme l'empowerment en un **cycle infini de besoins artificiels**, tout en culpabilisant ceux qui n'y arrivent pas (puisqu'ils « n'ont pas assez travaillé sur eux »). Il faut souligner avec les critiques que **cette vision oublie que les conditions structurelles (politiques publiques, services collectifs, égalité réelle des chances) sont primordiales pour une société juste**

²⁸ . Autrement dit, sans cadre collectif solidaire, l'empowerment individuel prôné par le marché risque fort de n'être qu'une **illusion vendue à l'unité**.

« Start-up sociale » et entrepreneuriat du changement : la subversion édulcorée. Le dernier mécanisme de récupération est plus insidieux : il s'agit de la tendance à canaliser les élans idéalistes ou contestataires des individus vers des projets compatibles avec le marché, via l'**entrepreneuriat social ou solidaire**. Depuis les années 2000, l'image du « social-entrepreneur » – celui qui monte une start-up pour résoudre un problème de société – est valorisée tant par les institutions internationales que par

les médias économiques. Cela part souvent d'une bonne intention : un individu *empathique et créatif* souhaite pallier une carence publique (par exemple, créer une application d'entraide locale, une entreprise d'insertion écologique, etc.). On pourrait y voir une articulation intéressante entre empowerment individuel (prendre l'initiative d'agir) et impact collectif. Or, dans bien des cas, le **cadre même de la start-up** impose des contraintes qui dépolitisent et affaiblissent la portée subversive. D'une part, la logique de financement pousse ces initiatives à rechercher des investisseurs, à entrer en concurrence, à promettre des *retours sur investissement*. Le discours du changement se teinte alors de *business model*, on parle de « marché de la pauvreté » ou de « révolution de l'éducation via la tech » en attirant des fonds capitalistiques. Cette récupération financière oriente les projets vers des solutions *technologiques, quantitatives, à court terme*, plutôt que vers des transformations structurelles de fond. Par exemple, une **application solidaire** pourra mettre en relation des bénévoles et des personnes précaires – ce qui est positif – mais évitera de poser la question des droits sociaux ou de la redistribution des richesses, questions plus conflictuelles. D'autre part, la figure de l'**entrepreneur start-up** est devenue hégémonique pour la jeunesse diplômée cherchant du sens. On invite les jeunes à « changer le monde » en créant *leur* entreprise innovante, plutôt qu'en s'engageant dans des mouvements collectifs ou en intégrant le secteur public. Ce glissement individualise la démarche de changement social : chacun son projet, son *pitch*, ses *clients bénéficiaires*... là où les mouvements sociaux cherchaient à construire du commun et du politique. Le risque est de **fragmenter les énergies militantes en une multitude de micro-initiatives** peu coordonnées, souvent éphémères, et surtout de laisser intactes les causes profondes des problèmes. Le **néo-management** s'invite aussi ici : on valorise l'« impact » mesurable, la *scalabilité* (changement d'échelle) – autant de notions importées de l'entrepreneuriat classique – ce qui peut conduire à évincer les projets trop radicaux ou non rentables. Par exemple, une start-up éthique financée par de grands groupes aura du mal à dénoncer ces mêmes groupes si leurs activités créent le problème en amont. Ainsi, beaucoup de *social start-ups* finissent par **collaborer avec de grandes entreprises ou l'État**, fournissant des solutions palliatives (*band-aid solutions*) sans remettre en cause le système (on pensera à Uber lançant des programmes « d'autonomisation » de femmes conductrices, tout en précarisant globalement le travail). On voit également fleurir le concept d'« innovation sociale », terme consensuel qui évite le langage de la lutte ou de la justice, et qui plaît aux décideurs car il promet des améliorations sans conflit. **La créativité subversive est alors neutralisée** : elle devient un segment du capitalisme moral, un supplément d'âme sympathique. Le capitalisme global se donne bonne conscience en soutenant ces jeunes entrepreneurs sociaux, pendant que dans le même temps les politiques néolibérales continuent (dérégulations, austérité...) générant les maux que ces initiatives tentent de compenser. Finalement, ce phénomène reflète ce que Gramsci appelait la capacité d'une hégémonie à « **absorber** » **les éléments antagonistes** : l'ordre capitaliste intègre la critique en l'aseptisant. Bien sûr, toutes les start-up sociales ne sont pas vaines ; certaines agissent en synergie avec des mouvements (par ex. des coopératives nées du mouvement altermondialiste conservent une visée politique). Mais de manière générale, **tant que l'action reste dans le registre de l'entrepreneuriat individuel, elle demeure tributaire des logiques du marché** et s'expose à la récupération. Un véritable pouvoir d'agir collectif subversif, lui, impliquerait sans doute de **changer les règles du jeu** (lois, propriété, gouvernance) plutôt que de jouer simplement le jeu de l'innovation dans le cadre existant.

En synthèse, ces différents mécanismes (coaching managérial, marché du bien-être, start-upisation du social) montrent comment le capitalisme contemporain **se nourrit des discours de liberté individuelle pour désarmer la contestation**. Il *reconditionne* l'aspiration à l'autonomie en une nouvelle norme productive et consumériste ². **L'individu ainsi "empoweré" n'est pas révolutionnaire, il est fonctionnel** : efficace au travail, optimiste dans sa sphère privée, persuadé de changer le monde par un projet entrepreneurial – et surtout *isolé*, ayant intériorisé que son sort dépend uniquement de lui. Cette capture de l'émancipation par le capital explique en partie la difficulté à mobiliser largement contre l'ordre néolibéral, malgré le mal-être diffus qu'il engendre : les ressentiments sont souvent détournés

vers des solutions individualisées ou d'apparence apolitique, plutôt que vers des mouvements collectifs solidaires.

Conclusion : Conditions d'un pouvoir d'agir réellement subversif

Le parcours de cette recherche montre que **l'empowerment individuel, pris isolément, ne constitue pas un préalable suffisant à l'émergence d'un pouvoir collectif subversif** – il peut même, dans certains cas, être neutralisé et retourné par le capitalisme à son avantage. Cependant, articulé à une dimension collective consciente, il peut en être un élément moteur. En d'autres termes, **un pouvoir d'agir collectif capable de contester l'hégémonie du capitalisme mondial suppose une dialectique entre transformations individuelles et construction collective.**

Sur le plan théorique, nous avons vu qu'aucun des grands penseurs de l'émancipation ne prône l'individu monadique comme sujet révolutionnaire. Gramsci insiste sur la création d'une *volonté collective nationale-populaire*, Hardt et Negri misent sur la *Multitude coopérante*, Butler sur le « nous » *performatif* qui précède le « je ». Tous suggèrent que **la liberté personnelle trouve sa condition de possibilité dans un tissu social alternatif**, dans de nouvelles formes de communauté et de solidarité. L'empowerment individuel peut être le point de départ (prise de conscience, indignation, acquisition de compétences...), mais il doit déboucher sur des **collectifs structurés, durables et porteurs d'une vision contre-hégémonique**. Faute de quoi, il risque de se diluer ou d'être récupéré.

Les études de cas contemporaines illustrent justement que **les mouvements les plus efficaces sont ceux qui conjuguent émancipation personnelle et projet politique commun**. Les ZAD et les communautés indigènes autonomes démontrent l'importance de *créer sur le terrain des espaces libérés*, où les individus expérimentent concrètement d'autres rapports sociaux (à la propriété, à la décision, à la nature). Ces zones prouvent aux participants qu'une vie en dehors du capitalisme est pensable et praticable, ce qui renforce immensément leur pouvoir d'agir (on pourrait parler d'*empowerment par le vécu*). De même, les mouvements féministes actuels montrent qu'en partant de millions d'histoires individuelles réduites au silence et en les agrégeant dans un récit collectif, on peut faire vaciller des dominations longtemps jugées immuables. **La force subversive naît de la convergence entre le vécu intime et l'action solidaire organisée.**

À l'inverse, chaque fois que le processus d'empowerment reste confiné à l'individu, il perd sa force transformatrice. Un travailleur *seul* qui se « responsabilise » ne changera pas les rapports de force dans son entreprise – au contraire, il risque de se suradapter. Une femme *seule* qui « prend confiance en elle » sans s'adosser au mouvement féministe pourra certes progresser individuellement, mais ne fera pas évoluer la condition féminine en général, et son propre succès pourra même être instrumentalisé comme alibi ("voyez, elle a réussi..."). **L'histoire des changements sociaux suggère que ce sont les dynamiques collectives, souvent nées d'une addition de révoltes ou de volontés individuelles, qui renversent les hégémonies** – et non la somme d'initiatives isolées.

Quelles sont donc les *conditions de possibilité* d'un pouvoir d'agir réellement subversif aujourd'hui, face à un capitalisme mondial souple et intégrateur ? On peut en proposer quelques-unes en conclusion :

- **Repolitiser l'empowerment individuel** : Il s'agit de redonner à l'autonomie personnelle une lecture systémique. Cela passe par l'éducation populaire, la critique idéologique, le fait de nommer les structures (capitalisme, patriarcat, racisme) au lieu de psychologiser ou moraliser les problèmes. Un individu conscient des causes collectives de son mal-être ou de son oppression sera plus apte à joindre son pouvoir d'agir à celui des autres pour changer ces causes. Cela rejoint l'idée de conscience critique de Paolo Freire : la *conscientisation* lie

étroitement développement de soi et compréhension du monde, menant à l'action collective transformante.

- **Créer des espaces collectifs *encapacitants*** : On entend par là des lieux, des moments, des organisations où l'on fait l'apprentissage du pouvoir d'agir ensemble. Syndicats, associations, coopératives, assemblées citoyennes, zones autonomes... Ces cadres permettent aux individus d'expérimenter la démocratie, la solidarité, le conflit constructif, bref d'*augmenter leur puissance sociale*. Les sources ont insisté : un empowerment durable ne doit pas se réduire à du coaching ou du développement personnel appliqué isolément, **il doit s'accompagner d'efforts pour lutter contre les mécanismes structurels d'inégalité** ²⁹ . Des collectifs forts sont ces lieux d'effort volontariste. À l'ère numérique, cela implique aussi des *communs* numériques (forums libres, réseaux sociaux alternatifs) pour tisser du lien en contournant l'emprise des grandes plateformes.
- **Maintenir une autonomie critique face au capital** : Les mouvements subversifs doivent sans doute garder une distance vis-à-vis des financements et cadres imposés par le système qu'ils contestent. L'autonomie financière et organisationnelle est un défi, mais conditionne la préservation d'un discours radical. Par exemple, une association écologiste trop dépendante de subventions ou de partenariats avec des entreprises aura du mal à mobiliser ses membres contre ces mêmes entreprises. De même, les *leaders* issus de mouvements d'empowerment doivent éviter d'être cooptés dans des dispositifs institutionnels symboliques sans pouvoir réel. Préserver une forme d'**extériorité** (même relative) au système dominant, c'est garder la capacité de le contester sur le fond. Les Zapatistes en donnent un exemple extrême en vivant hors de l'État ; sans aller jusque-là partout, l'idée est de **ne pas chercher systématiquement la validation de l'ordre établi** (par un prix, une visibilité médiatique contrôlée, etc.) au risque de s'y enliser.
- **Allier les luttes et articuler les échelles** : Le capitalisme mondial étant un système totalisant, un pouvoir d'agir subversif devra être capable de **coalitions larges**. Cela signifie que les mouvements fondés sur un empowerment spécifique (par exemple féminisme, écologie, mouvement ouvrier, lutte indigène) gagnent en force s'ils se reconnaissent des objectifs communs et agissent en réseau – sans diluer leurs particularités pour autant. Hardt et Negri évoquent la *Multitude* comme pluralité agissante unie par le projet du Commun. Concrètement, on voit émerger des convergences : par exemple l'écoféminisme lie émancipation des femmes et écologie radicale ; certains syndicats intègrent les questions de justice raciale ou environnementale. Ces liens tissent un **bloc historique alternatif** face au bloc hégémonique. Articuler les échelles, c'est aussi combiner les actions locales (ancrées, immédiates) avec un imaginaire global. Un village en lutte contre une mine peut inspirer et se connecter à d'autres luttes similaires sur d'autres continents. Internet offre des potentialités en ce sens, à condition que les mouvements s'en servent pour la solidarité et pas seulement pour l'indignation éphémère. Une subversion du capitalisme mondial nécessite en fin de compte un **internationalisme renouvelé**, où chaque empowerment individuel nourrira une cause collective mondiale (droits humains, climat, égalité...) et inversement.

En conclusion, **le véritable pouvoir subversif naît de la fusion du « je » insurgé et du « nous » solidaire**. L'empowerment individuel n'est efficace contre l'hégémonie que *lorsqu'il n'est plus seulement individuel*. Devenir autonome ne suffit pas – il faut mettre en commun nos autonomies pour construire une force historique capable de peser sur le cours du monde. Cela implique de déjouer les pièges d'un capitalisme qui voudrait faire de chacun de nous un *entrepreneur isolé* ou un *consommateur de fausse émancipation*. À rebours, il s'agit de **faire de chaque personne une actrice consciente reliée aux autres dans un projet d'émancipation collective**. Les théories et exemples étudiés nous y invitent : de

Gramsci appelant à la création d'une contre-hégémonie culturelle, aux féministes scandant que « *personne ne se libère seul* », en passant par les zadistes qui construisent concrètement le commun, tout converge vers l'importance du lien. *Un pouvoir d'agir réellement subversif dans le monde contemporain sera celui qui réussira à transformer la quête de soi en une quête de tous*, ouvrant la voie à ce qu'on pourrait appeler une nouvelle « **grande transformation** » émancipatrice face au capitalisme global ³⁰. Ce chemin est ardu et semé de récupérations, mais c'est sans doute la condition pour que l'espoir d'une société post-capitaliste ne soit pas qu'une utopie, mais une dynamique en marche.

Sources :

- Bacqué, Marie-Hélène. « *L'empowerment, une notion malléable* », *Santé conjugée*, no 92, 2020 (analyse historique et critique de l'empowerment) ³¹ ².
 - Foucault, Michel. *Naissance de la biopolitique*, cours au Collège de France, 1978-79 (concept d'« entrepreneur de soi ») ¹.
 - Ehrenberg, Alain. *La fatigue d'être soi*, 1998 (pathologies de l'autonomie individuelle) ³.
 - Fraser, Nancy. « *Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire* », 2011 ¹¹ ¹².
 - Hardt, Michael & Negri, Antonio. *Empire* (2000), *Multitude* (2004) (notion de multitude contre Empire) ¹⁸.
 - Gramsci, Antonio. *Cahiers de prison* (1929-35) (théorie de l'hégémonie et du bloc historique) ¹⁵ ¹⁷.
 - Butler, Judith. *Notes Toward a Performative Theory of Assembly* (2015) ¹⁹.
 - Rosa, Hartmut. *Accélération* (2010), *Résonance* (2018) (critique de l'accélération capitaliste) ²⁰.
 - **Cas et analyses :**
 - ZAD de Notre-Dame-des-Landes (France) – expérimentation d'autonomie collective anti-capitaliste ²².
 - Mouvement zapatiste (Mexique) – autonomies indigènes et pouvoir d'agir communautaire ²³.
 - Plateformes coopératives – ex. *Platform Cooperativism* (capacitation des membres et identité collective) ²⁴ ²⁵.
 - Collectifs de travailleurs de plateforme – ex. unions de livreurs (revendication d'un statut et solidarité).
 - Mouvements féministes transnationaux – ex. *Ni Una Menos* (Argentine) ³², #MeToo (global).
 - **Récupération par le capitalisme :**
 - Boltanski, Luc & Chiapello, Ève. *Le nouvel esprit du capitalisme*, 1999 (récupération de la critique artiste).
 - Calvès, Anne-E. « *Empowerment : généalogie d'un concept* », *Revue Tiers Monde*, 2009 (empowerment dans le développement) ²⁸.
 - Sartre, Gilles. « *Capital humain : le nouveau sujet néolibéral* », *Secession.fr*, 2017 ²⁶ ²⁷.
 - Wikimedia Commons (images) : ZAD NDDL 2012 ; Manifestation Ni Una Menos 2017.
-

- 1 La méditation : le nouvel « esprit » du capitalisme ? (2019) | Foucault News
<https://michel-foucault.com/2019/02/13/la-meditation-le-nouvel-esprit-du-capitalisme-2019/>
- 2 4 5 6 7 8 9 10 31 L'empowerment, une notion malléable - Fédération des maisons médicales
<https://www.maisonmedicale.org/l-empowerment-une-notion-malleable/>
- 3 L'autonomie, aspiration ou condition ? - La Vie des idées
<https://laviedesidees.fr/L-autonomie-aspiration-ou>
- 11 12 13 30 Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires - Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire - Graduate Institute Publications
<https://books.openedition.org/iheid/7135?lang=en>
- 14 15 16 17 Hégémonie culturelle — Wikipédia
https://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9g%C3%A9monie_culturelle
- 18 Multitude: War and Democracy in the Age of Empire - Wikipedia
https://en.wikipedia.org/wiki/Multitude:_War_and_Democracy_in_the_Age_of_Empire
- 19 We Are Worldless Without One Another: An Interview with Judith Butler - The Seattle School of Theology & Psychology
<https://theseattleschool.edu/blog/worldless-without-one-another-interview-judith-butler/>
- 20 Hartmut Rosa et le totalitarisme des écrans - Politique
<https://www.revuepolitique.be/hartmut-rosa-et-le-totalitarisme-des-ecrans/>
- 21 (PDF) "Zad". Entrée dans Dictionnaire des Communs, Cornu, Orsi, Rochfeld (eds), PUF, 2017
https://www.academia.edu/34490120/_Zad_Entr%C3%A9e_dans_Dictionnaire_des_Communs_Cornu_Orsi_Rochfeld_eds_PUF_2017
- 22 ZAD de Notre-Dame-des-Landes — Wikipédia
https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD_de_Notre-Dame-des-Landes
- 23 Autonomie rebelle, graine zapatiste pour une autre politique
<https://lundi.am/Des-semences-rebelles-aux-solidarites-internationales>
- 24 25 Unlocking the Social Value of Platform Cooperatives | Platform Cooperativism Consortium
<https://platform.coop/blog/unlocking-the-social-value-of-platform-cooperatives/>
- 26 27 Capital Humain : le nouveau sujet néolibéral
<https://secession.fr/entrepreneur-de-soi>
- 28 29 Empowerment (autonomisation) — Géoconfluences
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/empouvoirement-empowerment>
- 32 File:Marcha Ni Una Menos en Buenos Aires 2017 17.jpg - Wikimedia Commons
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Marcha_Ni_Una_Menos_en_Buenos_Aires_2017_17.jpg